

Burundi : un marché "mafieux" annulé grâce à la vigilance de la société civile

@rib News, 11/01/2011 â€“ Source XinhuaL'Observatoire pour la Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a annoncé ce mardi sur des radios privées locales que le gouvernement du Burundi vient de renoncer à un marché de plus de 621 milliards de FBU (plus de 5 milliards de dollars) conclu avec AAE Systems Inc., une société américaine de communication basée en Californie.   C'est Pierre Mupira, ministre du Plan et du Développement communal qui a signé l'acte de renonciation à ce marché à, a dit Gabriel Fufyiri, le président de l'OLUCOME. Il exige des sanctions à l'endroit des autorités qui ont engagé le Burundi dans des affaires qui ne sont pas claires et la publication du document qui avait consacré ce marché et les noms des personnes qui y ont joué un rôle.   L'OLUCOME exige qu'il y ait des sanctions à l'endroit de ces autorités et qu'il y ait publication de ce document, sinon lâ€™OLUCOME va le publier parce que nous le disposons maintenant. Nous connaissons aussi les personnes qui ont joué le rôle de commissionnaires qui sont des Ougandais. Nous allons publier leurs noms à, a dit le président de l'OLUCOME. Ce marché avait été signé au mois de mars 2010 par Tabou Abdallah Manirakiza, l'ancien ministre du Plan et de la Reconstruction, aujourd'hui conseiller principal chargé des affaires économiques à la présidence de la République. L'OLUCOME avait été saisi du cas et dès le 21 décembre 2010, il dénonçait son caractère mafieux. La présidence de la République avait réagi par le biais du porte-parole du chef de l'Etat en affirmant qu'à elle est au courant de l'affaire et qu'on était en train de corriger les vices de procédure qui s'y étaient glissés avant de l'apporter à la connaissance du peuple burundais et de la communauté internationale à.